

## Editorial: l'obstination porte ses fruits

«La fatalité veut que l'on prenne toujours les bonnes résolutions trop tard» écrivait Oscar Wilde en 1890. Un phénomène qui vaut souvent aussi pour les grandes entreprises. Quand les scandales des atteintes aux droits humains et de la corruption font les gros titres, les directives sur la durabilité se font plus strictes (voir page 2). C'est pour cela que le contrôle par des organisations comme Actares et la régulation législative comme prévu par l'initiative «pour des multinationales responsables» sont indispensables. Les entreprises qui ont leur siège en Suisse auront un devoir de diligence raisonnable sur les répercussions de leurs activités sur les droits de l'homme et l'environnement. En effet, prévenir vaut mieux que guérir (page 8).

### Nouvelles possibilités

La digitalisation a facilité la coordination des campagnes transnationales et la diffusion de l'information (page 7). Plusieurs protestations à l'échelle internationale ont cette année exigé des banques qu'elles renoncent à des grands projets particulièrement nuisibles au climat. La pression croissante a fait la preuve de son efficacité: diverses banques se sont distancées d'exploitants de pipelines. Une des plus gran-



des banques européennes, la française BNP Paribas veut aussi cesser de collaborer avec des entreprises qui dans le domaine du pétrole et du gaz pratiquent la fracturation hydraulique, ou exploitent les sables bitumineux.

### La force des investisseurs

Au contraire, Credit Suisse, un investisseur important dans les domaines des pipelines et des centrales à charbon, malgré des risques de réputation, n'a pas dévié de sa ligne. Une telle prise de risques n'est pas vue d'un mauvais œil seulement par Actares, mais aussi par de gros investisseurs. Le fonds souverain norvégien a annoncé cet été qu'il allait veiller à ce que les banques avec lesquelles il était en relation soient attentives à la protection du climat. D'autres investisseurs institutionnels prennent toujours plus d'influence sur «leurs» sociétés. Le plus grand gérant de fortune indépendant BlackRock s'est prononcé en 2017 pour qu'au moins deux femmes siègent dans les conseils d'administration et a voté aux assemblées générales dans ce sens (page 7). Que de tels poids lourds fixent maintenant aussi leurs exigences, comme Actares, est une grande chance (page 6). Actares s'obstinera aussi en 2018 à porter sur le devant de la scène des thèmes importants.

## Sommaire

Editorial: l'obstination porte ses fruits	1	Entretien: Falko Paetzold	6
Rapport annuel 2017	2	Clin d'oeil: Actares donne l'exemple!	7
Des bonus pour une gestion durable?	4	Réseau: Swiss Youth For Climate	7
Oui aux dons politiques, non à la transparence	4	Note de lecture: Pratique Juridique Actuelle	8
Regard rétrospectif sur l'assemblée des membres	5	Délégation des droits de votes en 2018	8
Le Comité se présente	5	Impressum – Actares Bulletin n°36	8

## 1. Entreprises

### 1.1. Credit Suisse Group

La politique de rémunérations de Credit Suisse (CS) continue à irriter: les comptes annuels présentent des pertes et les provisions pour amendes ou procédures judiciaires sont extrêmement élevées. Actares et d'autres conseillers en positions de votes ont donc demandé de refuser le rapport de rémunérations et la décharge à la direction et au conseil d'administration (CA). Malgré la correction à la baisse des bonus peu avant l'assemblée générale (AG), le rapport de rémunérations n'a été accepté qu'avec un maigre 58% des voix. Actares a critiqué le fait que CS continue à investir dans une économie traditionnelle de l'énergie. CS passe derrière des concurrents de la branche, pour ses activités nuisibles à l'environnement.

### 1.2 LafargeHolcim

L'impact de l'industrie du ciment sur l'environnement est important. Pour pouvoir le mesurer, l'information sur la durabilité est essentielle. Suite à un dialogue avec LafargeHolcim (LH), Actares a obtenu pour le futur la publication régulière d'un rapport de durabilité. Le président du CA Beat Hess a promis de l'intégrer dans le rapport d'activité. Des informations sur les rapports avec les collaborateurs et leur protection soulèvent des questions sur le respect des règles de conformité et sur la capacité de LH d'en tirer la leçon: en Syrie, enlèvement de collaborateurs, «taxes de protection» versées à des groupes armés; au Canada, licenciement de collaborateurs qui manifestent. Actares attend de la nouvelle direction qu'elle respecte ses promesses sur l'environnement et les conflits du travail.

### 1.3 Nestlé

Nestlé a admis publiquement l'importance du problème de la déforestation. Ce groupe actif dans l'alimentation veut agir pour éviter que d'ici à 2020 l'élaboration de l'ensemble de ses produits soit impliquée dans la déforestation. Jusqu'à maintenant, cette auto-obligation ne s'étendait pas à la chaîne des fournisseurs, comme Actares l'a montré avec l'exemple de la production de soja, responsable de la destruction d'immenses forêts et d'autres écosystèmes riches en biodiversité. Nestlé a besoin de quantités significatives de soja indirectement sous forme d'aliments pour animaux dans la

chaîne de production. Actares demande de réglementer aussi l'utilisation de ce soja «indirect», en étant conscient de la responsabilité qu'elle implique.

### 1.4 Novartis

Dans le domaine pharmaceutique, pour la durabilité et le bien-être, Novartis est exemplaire. Une grande attention est portée à l'accessibilité aux médicaments dans les pays en développement. Actares l'a aussi constaté dans ses entretiens avec la direction de la société. Mais il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la *compliance*. Les plaintes pour des versements douteux et des rabais non autorisés sur des médicaments n'ont pas cessé. La nouvelle direction assure toutefois vouloir y remédier.

### 1.5 Roche

Actares a déploré lors de l'AG de Roche, d'une part le *reporting* insuffisant sur les aspects de la durabilité, et d'autre part l'accès insatisfaisant aux médicaments dans les pays émergents ou en développement. Actares a eu un plus grand écho médiatique pour sa critique de Roche au sujet d'une plainte contre Public Eye, suite à un rapport sur des essais cliniques pour des médicaments en Egypte. Le président du CA, Christoph Franz, n'a pas pu écarter le reproche que la communication et la durabilité ne sont pas des thèmes prioritaires pour son groupe.

### 1.6 Swatch Group

Cette année, Actares n'a pas assisté à l'AG de Swatch. Pourtant, un petit succès est à mettre à notre actif. On a tenu compte de notre critique de l'an dernier sur le fait qu'il n'était pas possible chez Swatch de voter de manière électronique.

### 1.7 Swiss Re

En ce qui concerne la *Corporate Responsibility* (CR), Swiss Re mérite des éloges. Dans de nombreux domaines, l'entreprise ne s'est pas limitée à des déclarations sur des engagements volontaires, mais elle a concrétisé ses principes. Le rapport CR est riche d'informations. Par la recherche, des publications et diverses initiatives, Swiss Re fait montre d'une conscience très approfondie du changement climatique. Par contre, pour la participation des femmes dans le conseil d'administration, c'est un recul. Le fait que pour de nou-

velles élections, seuls trois hommes ont été proposés, et pas une seule femme, est tout simplement incompréhensible.

### 1.8 Syngenta

Malgré sa reprise par le groupe chinois ChemChina, Actares est revenue encore lors de l'AG de Syngenta sur la responsabilité de l'entreprise et les risques pour l'environnement liés à l'utilisation de certains de ses produits (pollution des eaux, mort des abeilles). Actares est préoccupée sur la forme que vont prendre dans le futur les droits de participation des actionnaires.

### 1.9 Zurich Insurance Group

Actares relève un point positif: la représentation des femmes au CA est presque paritaire. Mais de gros efforts sont encore nécessaires au niveau des postes dirigeants et de la direction. Pour la Corporate Responsibility (CR), Zurich brille par des engagements volontaires et des objectifs ambitieux. Ils seront aussi mieux «vendus» dans le prochain rapport d'activités, assure le président du CA Tom de Swaan, dans sa réponse à l'intervention d'Actares pour un reporting vérifiable dans le domaine de la CR.

### 1.10 UBS

Chez UBS, comme au Credit Suisse, pour Actares, la pratique des rémunérations et les affaires socialement et écologiquement discutables de certains clients sont au premier plan. Sur ces deux aspects, le président du CA Axel Weber a manifesté de la compréhension pour les positions d'Actares. Il a mis l'accent pourtant sur l'importance de rémunérations «conformes au marché». Pour les ajournements et les recouvrements des bonus, UBS serait en tête. Et les aspects de la durabilité seraient toujours mieux pris en considération.

## 2. Manifestations

### 2.1. Assemblée des membres d'Actares

Les caisses de pensions font partie en Suisse des investisseurs les plus importants et les plus influents. C'est pourquoi Actares s'engage régulièrement pour informer les assurés sur les leviers qui permettent d'influencer leur caisse de pension, et comment les utiliser. C'est ainsi qu'après la partie officielle de l'AG des membres, Kaspar Hohler, rédacteur en chef des éditions Prévoyance Professionnelle et Assurances Sociales SA (EPAS) s'est exprimé. Il a montré comment les assurés pouvaient avoir une influence sur leurs

caisses de pension et sur leur politique de placements. Sa contribution a suscité un vif intérêt.

### 2.2 Atelier sur le thème «Divestment»

Dans le cadre de la «Global Divestment Week», l'association «Artisans de la transition» a organisé un atelier sur le thème du désinvestissement. Actares s'est préoccupée déjà depuis des années des investissements des banques et des assurances dans l'industrie du charbon et a mené en tant qu'expert une partie de l'atelier.

## 3. Questions internes

### 3.1. Effectifs

Actares a pu stabiliser le nombre de ses membres. Fin novembre, Actares comptait 1303 membres, dont 25 personnes morales. Actares est, et reste attractive auprès d'institutions de droit public, comme les villes de Carouge, Lausanne, Le Locle et Renens, ou la commune de Chêne-Bougeries.

### 3.2 Activités du Comité et du Bureau

Le Comité s'est réuni quatre fois et le Bureau (émanant du Comité) six fois de plus. Deux membres du Comité, Tineke Ritzema et Fabienne Debrunner, n'ont pas sollicité de réélection lors de l'Assemblée des membres de 2017. Comme nouveaux membres ont été élus Doris Gerber et Bruno Riesen. Le Comité compte cinq femmes et six hommes: cinq viennent de Suisse romande et six de Suisse alémanique. Sont membres du Bureau Veronika Hendry, présidente, Edouard Deguemp et Nicole Weydknecht, directrice.

### 3.3 Groupes de travail

Les groupes de travail ont fourni aussi en 2017 une contribution essentielle aux activités d'Actares. Ils ont élaboré les recommandations de vote, discuté des bases du travail d'Actares, soutenu la présence médiatique et la communication et suivi l'activité des entreprises tout au long de l'année.

### 3.4 Secrétariat

Depuis le printemps 2017, l'emploi au secrétariat se compose de 1,7 équivalent plein temps répartis entre trois personnes: Nicole Weydknecht (direction), Roger Said (recherche de fonds, communication, projets) et Matthias Dellsperger (comptes et secrétariat).

Actares bénéficie du soutien de la Ville de Genève et de la Banque Alternative Suisse (BAS).

## Des bonus pour une gestion durable?

**Les objectifs de durabilité des entreprises sont-ils assez importants pour faire leur place dans le système de rémunérations? C'est encore à peine le cas, comme le montre une étude d'Actares.**

Les parts variables des rémunérations pour les membres des directions sont pour le conseil d'administration et les propriétaires d'une entreprise un outil de gestion important. Ils sont conçus de manière à encourager la traduction fidèle des objectifs prédéfinis par l'entreprise.

Si l'on en croit la bonne image que les entreprises du Swiss Market Index (SMI) veulent donner d'elles-mêmes, on note que plusieurs de ces objectifs figurent sous la rubrique «durabilité». Les entreprises promettent de réduire leurs investissements dans le charbon ou d'améliorer l'accès aux médicaments dans les pays en développement. Elles s'engagent à ne pas acheter de produits qui participent à la déforestation, ou développent des modèles pour faire participer des groupes d'activistes à leur création de valeur.

### La durabilité ne paie pas ... encore

Actares a voulu savoir des entreprises du SMI si elles prenaient les objectifs de durabilité assez au sérieux pour les lier explicitement aux rémunérations. L'enquête a révélé que seules 7 entreprises du SMI le font – mais aussi seulement ponctuellement. Chez ABB, LafargeHolcim et Roche, on se réfère par exemple à la sécurité sur la place de travail, chez Julius Bär aux investissements durables, et chez Nestlé à la réduction continue du sucre, du sel et du gras. Dans quatre cas seulement, la prestation liée à la rémunération est aussi quantifiable. Pour que des objectifs de durabilité puissent influencer significativement la rémunération, ils doivent du point de vue d'Actares être mesurables et définis dans le temps.

■ Analyse: <https://tinyurl.com/yc9nzk4>

## Oui aux dons politiques, non à la transparence

**Une grande part des entreprises du Swiss Market Index (SMI) fait des dons de nature politique, comme le révèle une enquête d'Actares. La communication sur les dons aux partis est beaucoup plus transparente que pour les dons aux campagnes d'associations. Une obligation d'information au public est unanimement rejetée par les entreprises.**

Tous les deux ans, Actares demande aux entreprises du Swiss Market Index (SMI) si, et dans quelle mesure, elles ont versé des dons aux partis politiques, candidats, comités de soutien, ou pour le travail politique des associations de branche.

### Même image qu'il y a deux ans

L'enquête de cette année, sur les années 2015/2016, montre que la situation n'a que peu évolué, tant pour l'activité politique des entreprises que pour la communication: les entreprises qui ont fait des dons aux partis politiques en 2015/2016 sont les mêmes qu'en 2013/2014. La transparence sur les dons aux partis reste plus grande que sur les dons pour les campagnes d'associations. Comme par le passé, une obligation d'informer sur les dons de nature politiques est rejetée par les entreprises.

Les entreprises du SMI donnent le plus de détails sur les dons aux partis: neuf d'entre elles leur assurent un soutien financier, dont l'ensemble des banques et des assurances. En 2015, ainsi qu'en 2016, elles ont soutenu les partis politiques avec des montants allant d'un quart à un demi-million de francs.

### Les entreprises doivent informer leurs actionnaires

Si Actares admet qu'elles exercent une influence politique pour la défense de leurs intérêts, elle propose que les entreprises cotées en bourses demandent l'avis des actionnaires – au moins de manière consultative – sur les directives et les budgets relatifs aux financements de nature politique, et informent ouvertement sur les sommes versées à ce titre.

■ Etude: <https://tinyurl.com/y6ueb7v4>

## Regard rétrospectif sur l'assemblée des membres

---

**La 17ème assemblée d'Actares a été de nouveau placée sous le signe du renouvellement, élisant à son Comité deux nouvelles personnes qualifiées, et prenant congé de deux ses membres, très appréciés.**

Les membres ont vécu cette assemblée avec le sourire dans un œil, et une larme dans l'autre. Deux personnes très appréciées ont dû quitter le comité pour des raisons professionnelles. Tineke Ritzema, experte en finance, présidente par intérim pendant une année, a été un précieux soutien pour Actares dans le domaine de la comptabilité et des finances. Fabienne Debrunner s'est investie dans les groupes de travail «responsabilité sociale des entreprises» et LafargeHolcim.

On ne peut que se réjouir d'accueillir deux nouveaux membres au comité, Doris Gerber et Bruno Riesen.

Tous les deux nous feront bénéficier de leur longue expérience à la tête d'organisations à but non lucratif. Leurs compétences dans la stratégie, les campagnes, les relations publiques et la recherche de fonds vont sans doute influencer de manière déterminante les activités d'Actares ces prochaines années.

Les aspects statutaires figurent dans le procès-verbal, disponible en ligne.

■ <https://tinyurl.com/yc9gwk3b>

## Le Comité se présente

---

**Bruno Riesen est membre du comité depuis cet automne. Au cours de sa carrière professionnelle, il s'est occupé intensivement de coopération au développement et de respect des droits humains. D'où est-il motivé pour s'engager en tant que bénévole dans Actares, et quelle vision d'avenir a-t-il?**

Bruno Riesen a étudié l'économie, le droit public et la géographie à Berne, et a suivi à l'EPF de Zurich un cours postgrade sur la coopération au développement. Pendant 18 ans, il a travaillé pour Swissaid, d'abord comme responsable de l'information et de la recherche de fonds, puis comme directeur. Il a joué un rôle important dans la constitution de la fondation Max Havelaar et dirigé pendant 5 ans comme président du conseil d'administration une banque Raiffeisen locale. En 2002, Bruno Riesen a repris la direction de la division «campagnes» de la section suisse d'Amnesty International où il a été actif entre autres dans le développement de la campagne «Droit sans frontières» et dans l'élaboration de l'initiative «Pour des multinationales responsables».

### Les raisons d'un engagement au Comité

Au cours de sa carrière, Bruno Riesen n'a pas cessé d'être confronté avec les impacts souvent négatifs de l'activité des entreprises. Ce qui lui a montré la difficulté de faire évoluer la façon de penser des grands groupes et de les convaincre d'agir de manière durable. Avec la pression de l'actionnariat s'ouvre un

champ d'action supplémentaire. C'est pour cette raison qu'il aimerait bien aux côtés d'Actares prolonger son engagement de longue date.

### Une vision pour Actares

Ces prochaines années, Actares doit de plus en plus être prise au sérieux par les médias, et aussi par un large public, comme une organisation forte et compétente, qui représente les intérêts de la population suisse (en tant qu'actionnaire indirect) pour une économie équitable et responsable. Un travail clair et dense de relations publiques ne doit pas seulement renforcer la position d'Actares vis-à-vis des entreprises, mais aussi de multiplier le nombre des membres et les contributions.



## Entretien: Falko Paetzold

Falko Paetzold est directeur scientifique au Centre pour la finance durable et le patrimoine privé du Département Banques et finance de l'université de Zürich et coresponsable de l'Initiative for Responsible Investment. Il s'agit d'un programme pour héritiers ultrariches, programme commun de la Harvard Kennedy School et de l'Université de Zürich.

*M. Paetzold, pourquoi vous engagez-vous pour la durabilité?*

Après des études au Canada, j'ai travaillé dans l'industrie. J'ai optimisé des chaînes de production en Belgique et en Chine. J'ai alors

découvert le thème de la durabilité. J'ai été passionné et j'ai essayé de le développer au travers d'un MBA et d'une activité en conseil stratégique, mais sans grand effet. Le levier des marchés des capitaux m'a paru plus prometteur. J'ai passé alors quelques années à mettre sur pied des fonds durables.

*Les résultats de vos recherches montrent que les jeunes ultrariches portent un*

*grand intérêt à la durabilité. Pourquoi est-ce que ces jeunes peuvent être particulièrement efficaces dans ce domaine?*

La moitié environ de la fortune mondiale est concentrée dans les mains de 0,7 % de l'humanité. Les gouvernements se trouvent paralysés sous la pression des économies budgétaires. La population est dépassée et impuissante. Au contraire les ultrariches ont la possibilité de faire bouger beaucoup de choses.

*Comment essayez-vous d'entamer un changement avec ces «bien-pensants»?*

Notre mission est de montrer aux possédants, en particulier aux héritiers ultrariches, qu'ils disposent de pouvoir, de responsabilité et de puissance d'action incroyables. S'ils ne prennent pas ce fait au sérieux, divers préjudices à l'environnement ne pourront pas être évités. Dans nos programmes de formation continue et nos séminaires, nous présentons le spectre des possi-

bilités par lesquelles ils peuvent contribuer à des solutions aux défis sociaux et écologiques.

*Est-ce que cet intérêt pour des investissements qui ont du sens n'est pas qu'un effet de mode?*

Pas du tout. Les participants à nos programmes sont complètement convaincus par des placements qui favorisent des changements sociaux et environnementaux mesurables. Ils voient que c'est nécessaire et nous leur démontrons tout ce qui peut être atteint avec le capital dont ils disposent. Mais il est difficile de trouver de bonnes façons d'investir.

*Que faites-vous dans vos programmes de formation?*

Nous avons 30 participants par cours, âgés de 20 à 50 ans. La plupart possèdent, eux ou leur famille, une fortune de plus de 100 millions de Dollars. Nous leur présentons tout le spectre des placements durables. Les participants développent une compréhension de l'adéquation entre les différentes possibilités d'investissement et la composition de leur fortune. Ils recherchent aussi comment intéresser les autres acteurs de leur famille à cette démarche. Pour cela, ils conduisent, en groupe, une démarche de Due Diligence détaillée, et chacun présente ensuite les résultats sur un fond durable. Ils développent ainsi une stratégie commune pour évaluer comment la durabilité peut se combiner au mieux avec leur fortune familiale.

*En quoi Actares répond-elle aux besoins de vos participants?*

L'exercice des droits de vote est très important. Le pouvoir de décision est entre les mains des investisseurs, mais ceux-ci ne l'exercent que beaucoup trop rarement et de façon peu réfléchie: c'est un point faible décisif du capitalisme. Les ultrariches disposent justement avec leurs droits de vote de puissants moyens. Nous leur expliquons combien la démarche est simple et qu'ils peuvent recourir à des conseillers en positions de vote. Des acteurs comme Actares sont aussi en mesure d'obtenir des résultats avec très peu de moyens. Par exemple, ils suscitent l'attention en se saisissant de thèmes brûlants qui sont susceptibles d'influencer les votes en Assemblées Générales.

■ Center for Sustainable Finance and Private Wealth: [www.csp.uzh.ch/en.html](http://www.csp.uzh.ch/en.html)



## Clin d'oeil: Actares donne l'exemple!

---

Avec une fortune de près de 6'000 milliards US-dollars, BlackRock est le plus grand gérant de fortune indépendant dans le monde et représente dans les assemblées générales de Credit Suisse, UBS, Nestlé et Novartis une part significative des droits de vote. En d'autres termes, quand BlackRock donne de la voix, les conseils d'administration l'écoutent.

Pour la première fois en 2017 BlackRock a mis sur le plateau de la balance une meilleure représentation des femmes dans les conseils d'administration (CA). BlackRock a voté contre l'élection des membres des comités de nomination, quand un conseil d'administration continuait à être composé uniquement d'hommes. Au deuxième trimestre 2017, BlackRock s'est exprimé en faveur d'un minimum de deux sièges occupés par des femmes dans un CA.

Ce qu'en dit Actares: «Bienvenue!» et «C'est pourtant ce qu'on demande depuis longtemps» (15 ans pour

faire plus précis). En conséquence, Actares refuse les nouvelles élections d'hommes dans les CA si l'équilibre des genres n'est pas adéquat.

Que maintenant de gros investisseurs aussi prennent position dans le sillage d'Actares est très nécessaire: une analyse d'Actares des candidatures pour les CA a montré qu'en 2017 seules cinq entreprises du Swiss Market Index ont proposé un taux de participation d'au moins 30% pour les femmes, et qu'elles soient au moins trois. Ce dernier point est important, car la psychologie du comportement montre que les femmes ne se considèrent plus en premier lieu comme représentantes de leur qualité de femme que lorsque qu'elles sont au moins au nombre de trois dans un groupe.

Post scriptum: parmi les 17 membres du conseil d'administration de BlackRock, on compte quatre femmes. C'est un bon début. Mais peut mieux faire ...

## Réseau: Swiss Youth For Climate

---

**Swiss Youth For Climate a comme principal objectif de donner une place à la jeunesse dans les débats politique et social sur les changements climatiques.**

### De Victor Kristof

L'association Swiss Youth for Climate (SYFC) naît en 2015 d'un désir de se rendre à la COP21 comme délégation de jeunesse suisse.

### Engagement politique

La génération de Swiss Youth for Climate est la première à souffrir des changements climatiques. Elle devra vivre avec les conséquences des décisions prises aujourd'hui et pourtant, peu de place est accordée aux jeunes dans les débats politiques. L'association s'engage nationalement et internationalement pour que sa voix soit entendue. En Suisse, SYFC est membre de l'Alliance climatique, participe à des campagnes de désinvestissements des énergies fossiles, interpelle les parlementaires, et s'intéresse actuellement de près à la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>. Chaque année, une délégation de l'association se rend aux conférences internationales sur le climat (COP) pour travailler en-

semble à une mise en oeuvre ambitieuse de l'Accord de Paris.

### Sensibilisation et information

La crise climatique nous affecte tous et nécessite que chacun prenne conscience de l'urgence d'agir. Il est également fondamental de révéler les chances que représente une transition vers une société respectueuse du climat: contrôle citoyen de la production d'énergie, baisse de la pollution, systèmes agricoles résilients. SYFC organise des conférences, se rend régulièrement dans les écoles et utilise les médias sociaux pour sensibiliser les jeunes. Chaque mois, les groupes régionaux de Zurich, Lausanne et Genève se réunissent autour d'une «Climate Beer», ouverte à tous, pour débattre et mettre sur pieds divers projets. Afin que ce combat soit mené pour les jeunes, par les jeunes.

■ Swiss Youth for Climate: [www.syfc.ch](http://www.syfc.ch)

### Actares

Actionnariat  
pour une  
économie durable

Bern:  
Actares, PF 2007  
CH-3001 Bern  
T 031 371 92 14

Genève:  
Actares, CP 161  
CH-1211 Genève 8  
T 022 733 35 60

[www.actares.ch](http://www.actares.ch)  
[info@actares.ch](mailto:info@actares.ch)

IBAN:  
CH30 0900 0000  
1744 3480 3  
PC / CCP:  
17-443480-3

La question de la signification et de la teneur obligatoire des droits humains pour les entreprises privées revêt une nouvelle importance depuis que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté, en 2011, les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Bien que la question de la diligence des entreprises en ce qui concerne les droits humains fasse l'objet de nombreuses publications, la doctrine juridique suisse ne comprend à ce jour que peu d'analyses ayant pour sujet les entreprises et la diligence dont elles se réclament en matière de droits de l'homme. C'est pourquoi le dernier numéro de la revue Pratique Juridique Actuelle (PJA) se penche sur le thème de la responsabilité des entreprises en matière

de droits humains. Christine Kaufmann, Evelyne Schmid et Gregor Geisser y dressent une analyse du débat international sur la mise en oeuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, présentent différents aspects de la mise en oeuvre d'un devoir de diligence raisonnable, issus de divers domaines juridiques, et alimentent ainsi le débat en Suisse. Dans cet esprit, ce numéro met l'accent sur un dialogue interdisciplinaire.

La revue peut être commandée gratuitement par email à [info@initiative-multinationales.ch](mailto:info@initiative-multinationales.ch)

■ Pratique Juridique Actuelle: <https://tinyurl.com/ybdlwrzd>

## Délégation des droits de vote en 2018

Actares va aussi exercer en 2018 les droits de votes délégués par ses membres. Après analyse, Actares détermine ses recommandations pour toutes les entreprises du Swiss Market Index (SMI), sur la base de ses lignes directrices.

Actares refuse la décharge au conseil d'administration si les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance ne sont pas suffisamment pris en compte, par exemple dans le cas d'investissements nocifs pour le climat, ou d'une surexploitation des travailleurs. Actares refuse les rémunérations et bonus exagérés des dirigeants et demande que l'adoption a posteriori des rémunérations variables en toute connaissance du déroulement des affaires. Opposition également lors

d'élections au conseil d'administration, si une répartition acceptable entre les genres n'est pas proposée. Actares refuse en général un tiers des objets en votation.

Toute position n'a d'impact que si elle est mise en oeuvre. Les membres doivent donc exercer leurs droits de votes, personnellement ou par procuration à Actares, à qui il est possible de déléguer ses droits de votes pour toutes les entreprises cotées en Suisse. Pour celles qui n'appartiennent pas au SMI, Actares reprend les recommandations d'une autre organisation.

■ Critères de vote: <https://tinyurl.com/ycj2y55r>

## Impressum – Actares Bulletin n°36

Tirage en français: 900 exemplaires / en allemand: 1200 exemplaires

Ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro: Catherine Herold, Beat Honegger, Victor Kristof (Swiss Youth for Climate), Jean-François Rochat, Roger Said, Annemieke Stössel, Nicole Weydknecht

Photos: Falko Paetzold, Bruno Riesen, sasinparaksa

Mise en page/impression: Gegendruck GmbH, Neustadtstr. 26, 6003 Lucerne,

Impression sur papier 100 % recyclé, Rebello

Avec le soutien de la Ville de Genève, Département des finances et du logement et la Banque Alternative Suisse BAS